Entretien avec **Patrick Emeriau**, Président adjoint de l'Université Internationale de la Mer

© DR

« L'économie bleue durable est un vrai sujet pour les Etats littoraux d'Afrique. »

Fondée en 1985, par le Professeur Maurice Aubert, l'Université Internationale de la Mer (UIM), est un centre de formation professionnelle continue, spécialisé dans les formations maritimes réglementaires et les formations à l'économie bleue durable, en France et dans le monde, notamment en Afrique. Présentation.

Propos recueillis par **Bertrand de Lesquen**

Comment en êtes-vous venus à concevoir et à délivrer des formations sur l'économie bleue durable sur le continent africain ?

L'importance des enjeux océaniques, maritimes et littoraux n'est plus aujourd'hui à démontrer. Nous avons construit en 2020, et diffusé gratuitement en 2021, un CLOM[1] ou *MOOC*[2] intitulé « *L'économie bleue durable, la maritimisation et l'océan* », en partenariat avec l'Université Senghor à Alexandrie, en Egypte, et avec *l'Institut de la francophonie pour le développement durable* à Québec. Nous avons été étonnés de constater que parmi les 4 900 inscrits une majorité venait notamment d'Afrique. De fait, pour prendre la mesure de l'intérêt porté par l'Afrique à l'économie bleue durable – les Seychelles sont par exemple l'un des leaders mondiaux sur le sujet –, il n'est qu'à regarder *l'Agenda 2063* de l'Union Africaine, l'AIM 2050 (*Stratégie intégrée pour les mers et océans*) et les différents « Plan national de développement » des 38 Etats côtiers du continent. Il est vrai qu'avec 42 000 km de côtes et 13 millions de km² d'eaux territoriales[3], l'économie bleue durable est un vrai sujet pour les gouvernements, la société civile et les populations des Etats littoraux d'Afrique.

En quoi vos formations professionnelles sur l'économie bleue durable se démarquent-elles de celles d'autres opérateurs, français et africains ?

Nous sommes modestes en comparaison de ces navires amiraux que sont des institutions, reconnues pour leurs formations et leur contribution à l'économie bleue, comme l'Université de Nantes, l'Université de Bretagne Occidentale, l'Université d'Aix-Marseille, l'Université Côte d'Azur, ou l'IHEDN avec sa session nationale « Enjeux et stratégie maritimes »… et à l'étranger, l'Université de Lomé au Togo, l'ARSTM à Abidjan en Côte d'Ivoire avec qui nous finalisons un partenariat, l'Université de Yaoundé au Cameroun, la *Regional Maritime University* à Accra, au Ghana, ou les instituts universitaires du Royaume du Maroc… Notre originalité réside dans l'approche holistique de nos formations qui abordent l'économie bleue durable sous tous ses aspects, de la géopolitique à la gouvernance en passant par l'économie, l'écologie, le social et le sociétal. Nous n'opposons pas économie et écologie. Nous délivrons des connaissances pour une meilleure gestion des mers et des littoraux en abordant tous les usages, tous les métiers. Nos formations sont courtes – une centaine d'heures –, mêlant présentiel et distanciel. Les institutions précitées peuvent en être partenaires, comme l'Université Senghor à Alexandrie avec qui nous délivrons un diplôme universitaire « Comprendre et savoir gérer l'Économie Bleue durable ». Elles sont, de fait, adaptées aux spécificités du pays d'accueil et couvrent tout le spectre du maritime avec des thématiques aussi variées que la pêche, la transformation, les ports, le transport, l'énergie, l'action de l'État en mer, les objectifs de développement durable, le réchauffement climatique, la biodiversité, le droit de la mer, l'érosion, les assurances ou la relation de l'homme à la mer… Soit près de 200 modules qui nous permettent de construire le puzzle d'une économie bleue durable spécifique et adaptée. Nous incluons également des modules de renforcement de capacités, comme le management de projet, la prospective, l'argumentation, etc. C'est cette singularité qui fait la force de nos formations, de même que le recrutement de nos formateurs issus en majorité du pays dans lequel elles se déroulent, même si nous recourons aussi à des experts internationaux.

> *« Nous délivrons des connaissances pour une meilleure gestion des mers et des littoraux. »*
>
> Patrick Emeriau

1 - CLOM : Cours en Ligne Ouverts et Massifs
2 - *MOOC : Massive Open Online Course*
3 - L'économie bleue en Afrique 2016 : Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

© DR / WWW.PXHERE.COM

Pêcheurs au Ghana. Le Ghana dispose avec l'Université maritime régionale basée à Accra, lancée par l'ancien président de la République John Agyekum Kufuor, d'une institution reconnue dédiée à l'économie bleue.

Qui sont vos clients, et quelles sont vos perspectives ?

Ce sont des institutions publiques françaises ou étrangères – ministères, collectivités territoriales, institutions maritimes, universités, instituts de formation… – mais également des sociétés et des opérateurs privés, chacun ayant ses objectifs propres : les pouvoirs publics, une mission de gouvernance et de développement socio-économique et les sociétés privées, des perspectives de développement de marchés et de chiffre d'affaires. A titre d'exemple, au Sénégal, en partenariat avec le CNFTPA[4] et sous l'égide du ministère de la pêche et de l'économie maritime, nous réaliserons, fin 2022, notre deuxième formation « Comprendre et savoir gérer l'économie bleue durable », entièrement autofinancée. En octobre dernier, nous avons lancé avec l'Université euro-méditerranéenne basée en Slovénie, notre deuxième « *International Ocean Climate School* » sur le thème des *Politiques pour une Méditerranée Durable*. Conçu comme un jeu de simulation, c'est essentiellement une méthode participative dynamique collective. Nous travaillons également avec Djibouti, le Cameroun, la République démocratique du Congo, et avons des projets avec notamment l'Algérie, le Maroc et l'Égypte.

Comment sont financées vos formations ?

Par les institutions qui nous adressent les « apprenants ». Les tarifs sont calculés pour permettre aux pays africains ou de l'océan Indien d'y accéder. Précisons que l'Université Internationale de la Mer est une Association Loi 1901 dont les deux dirigeants sont bénévoles ! Nous avons la chance d'être accompagné par d'autres bénévoles au sein de notre Conseil d'administration et du Conseil scientifique où l'on retrouve des personnalités comme Michèle Gendreau-Massaloux, qui a été recteur de l'Académie, chancelier des universités de Paris, recteur de l'Agence universitaire de la francophonie et aujourd'hui vice-présidente chargée des relations institutionnelles du Groupe Interacadémique pour le Développement, le Professeur Alain Piquemal, Professeur de droit de la mer, reconnu internationalement et actuellement Conseiller d'État à la Principauté de Monaco, Anne-France Didier, qui a été directrice du Plan Bleu et qui est actuellement Pilote ODD14 pour la France, le Professeur Jean-Pierre Lozato-Giotart, Professeur émérite à Sorbonne Universités, expert scientifique mondial du tourisme, et bien d'autres personnalités qui nous aident, également bénévolement, dans nos missions. De fait, notre talon d'Achille est bien le financement. Nous souhaiterions aller plus loin dans nos actions, mais il nous manque un support financier qui nous permettrait de recruter deux personnes, voire des doctorants. C'est notre prochaine étape : rechercher des financements privés ou publics pour nous renforcer structurellement. Je saisis cette opportunité pour lancer un appel à vos lecteurs !

Réfléchissez-vous à d'autres formations pour le continent africain ?

Nous souhaiterions construire une sorte de BIMer - Brevet d'Initiation à la Mer - pour les jeunes collégiens et lycéens africains, en total partenariat avec les institutions comme la CEDEAO[5], la CEEAC[6] et les pays africains concernés. Comme moi, beaucoup de mes amis africains pensent qu'il est nécessaire de sensibiliser les jeunes aux océans, aux mers et aux littoraux par l'acculturation, le jeu, la découverte sensorielle… pour leur avenir. ■

4 - CNFTPA : Centre national de formation des Techniciens des pêches et de l'aquaculture.
5 - Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.
6 - Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.